

SEMINAIRE DE PROSPECTIVE
Séance du 26 mars 2014

Synthèse des enquêtes conduites
au Maroc, au Cameroun, au Pérou et aux Philippines
et relevé des points saillants et questions

Note de travail

Lucien COUSIN

Document produit à partir des 4 documents de type 1 de rangement des matériaux bruts rassemblés au cours des 37 entretiens conduits dans les 4 pays au cours du 2^{ème} semestre 2013 dans le cadre du dispositif n°6 « entretien avec des nationaux dans les pays d'accueil »

Points saillants et questions résultant des entretiens conduits dans 4 pays

Le déroulement du travail¹

Il s'agissait de recueillir le plus librement possible, **la vision personnelle, d'interlocuteurs étrangers dans 4 pays du sud**, en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud Est. Deux d'entre eux ayant des liens forts avec la France, les deux autres en ayant peu.

Les personnes interviewées ne constituent pas un échantillon à caractère scientifique. Autant que possible, il a été recherché **des interlocuteurs aux profils variés** en termes d'âge, de genre, de fonctions, de distance avec le volontariat. Une majorité d'entre eux (2/3) sont engagés dans le monde associatif. Ils sont souvent au contact des administrations ou des responsables politiques de leur pays. Ils ont par ailleurs une certaine pratique des rapports internationaux avec des homologues ou par des réseaux personnels et institutionnels. **Trente six entretiens ont ainsi été réalisés.**

Ils ont été enregistrés avec l'accord préalable des interviewés, puis **ils ont été retranscrits** selon le verbatim, aussi fidèlement que possible, même lorsqu'il a été allégé. Ensuite, ils ont été regroupés par pays et **classés selon les principaux thèmes abordés.**

Il s'agit maintenant de **faire ressortir en quelques pages les éléments qui semblent les plus marquants** dans cet ensemble de matériaux recueillis dans les 4 pays. Cet exercice a naturellement un caractère subjectif. Il est destiné à alimenter le débat, l'approfondissement et la confrontation avec les autres terrains d'investigation.

La structure de cette synthèse est établie en rapport avec la trame de questionnement fixée au départ des entretiens, (voir fiche annexe). Elle est présentée en **deux parties** : ce qui est dit, d'une part, sur l'environnement extérieur du volontariat et d'autre part, sur le volontariat lui-même. Les éléments les plus marquants sont regroupés en différents thèmes, souvent déclinés par pays.

¹ Pour plus de précisions se reporter à la fiche en annexe

I- Dans quel monde nos interlocuteurs voient-ils le volontariat ?

Pendant les interviews la notion de volontariat semblait franchir aisément les bornes spatiales allant de la localité, du quartier, au national, puis aux pays de la région et à la dimension Nord-Sud ; celle-ci faisant encore référence aux rapports inégaux, certes en mutation, si ce n'est en basculement.

11) L'influence des rapports internationaux sur leur vision du volontariat

- Dans l'espace régional

Les interviewés des 4 pays ont abordé cette question, à laquelle ils sont assez sensibles, chacun à leur façon. Ils semblent converger sur l'importance des échanges entre pays de leur région, sans remettre pour autant en question la présence d'expatriés du nord.

Ainsi, au Pérou, devrait-on intensifier les relations avec le Brésil. Des problématiques communes aux pays amazoniens, par exemple sur l'environnement, justifieraient plus d'échanges de volontaires...

Les philippines mentionnent la présence chez eux de volontaires coréens ou japonais. Ils ont envoyé des volontaires au Pakistan dans des environnements culturels et religieux pourtant différents. Cela leur semble positif. Est-ce en lien avec la rébellion des populations islamisées de Mindanao auquel le pays fait face ? Ce n'est pas dit explicitement. L'action de VSO, qui s'est décentralisée depuis l'Angleterre et qui aurait facilité des échanges entre volontaires de plusieurs nationalités de la région, semblent être appréciée. « Nous commençons aussi à voir des bénévoles Sud-Sud ».

Au Cameroun, on voit bien l'enjeu de tels échanges en Afrique centrale pour contribuer à apaiser les tensions dans les pays voisins, à rapprocher ces peuples qui ont souvent des langues et des cultures en commun. On se désolé de se rencontrer surtout hors de la région. On espère que la CEMAC² va être plus allante pour faciliter ces échanges. On pense que les réseaux religieux, syndicaux, etc. devraient être plus actifs et on espère que ces échanges de jeunes déjà pratiqués de fait par les études, la recherche d'emploi, devraient être stimulés par des initiatives politiques volontaristes qui semblent quasi inexistantes pour l'instant.

Au Maroc, on a parlé de « diplomatie parallèle » à propos d'un volontariat inclus dans les rapports entre les organisations des sociétés civiles. Plusieurs entretiens expriment en effet le très regrettable blocage des relations avec l'Algérie et les difficultés de communications entre les pays arabes, dues à différents facteurs. Certains pensent que les civils devraient s'organiser pour débloquer des situations que les gouvernants ont figées. Mais le Maroc, qui est en relation avec le nord par ses émigrants, l'est aussi avec le sud du Sahara par l'accueil des immigrants de ces pays. Certains voient aussi l'opportunité d'y envoyer des volontaires marocains qui pourraient s'employer utilement. « Pourquoi n'y aurait-il que des français au Sénégal ? ».

Nous pouvons retenir cet **intérêt accru pour des échanges de volontaires dans l'espace des grandes régions**. Les motifs peuvent en être variés, individuels et collectifs. On sent, surtout chez les

² Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

interlocuteurs africains, un regret de ne pouvoir aller plus loin dans ce sens, même si certains placent en priorité le développement d'échanges nationaux entre les régions si différentes d'un même pays.

- **Dans la mondialisation : des rapports nouveaux qui peuvent modifier le volontariat**

Dans les quatre pays, nous avons interviewé des gens qui sont en rapport avec des partenaires internationaux, se déplaçant pour la plupart à l'étranger, connaissant le discours mondialisé sur les grands problèmes : lutte contre la pauvreté, respect des droits, crises économiques et sociales, changement climatique, environnement, etc. Une certaine homogénéité dans le vocabulaire planétaire cache cependant mal des différences dans le ressenti des relations internationales.

Au titre des convergences, il existe une volonté d'échapper aux rapports de domination du Sud par le Nord, y compris au travers du volontariat.

A la lecture des entretiens du Pérou, on ressent le souci de ne plus être perçu comme un pays qui aurait besoin de volontaires, ou d'expatriés pour se développer. On est à un autre stade, de pays à revenu moyen avec des classes moyennes. « ...**Et cela diminue la pression du volontariat étranger,** » nous dit-on. On nous renvoie aussi à l'Europe avec ses crises intérieures, ses poches de pauvreté.

Aux philippines on fait écho en disant que le volontariat international est très bon « **car il casse le stéréotype** qui voudrait que ce sont les gens du nord qui peuvent aider un pays pauvre. Donc il peut y avoir de la solidarité Sud/Sud ». On se félicite par ailleurs que des volontaires africains puissent aussi participer aux échanges internationaux luttant ainsi contre des stéréotypes grossiers, concernant le monde africain, subsistant en Asie.

Les personnalités africaines partagent le même souci d'avoir **des rapports plus égalitaires** entre les continents. Elles dénoncent la forte dissymétrie dans la mobilité internationale, pour visiter, pour apprendre ou pour travailler à l'étranger. Au Cameroun, on se demande si pour 100 volontaires étrangers accueillis, il y a un volontaire Camerounais qui part ?

Ils savent les obstacles qui s'opposent au rééquilibrage de cette mobilité internationale, ils connaissent bien celui qui concerne la gestion de la migration vers l'Europe. Ils mesurent le coût et la faiblesse de leurs moyens, qui les laissent tributaires des pays développés, surtout en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne.

S'il est un aspect qui différencie les deux pays africains et les deux autres, **c'est l'histoire coloniale** et en amont, la traite des noirs. Aux Philippines, il est fait une allusion au colonialisme par l'antiaméricanisme. Au Maroc, on rappelle la domination française. On reproche à l'Europe de se barricader et de se décharger sur ses voisins pour barrer la route aux migrants. Cela est jugé contraire aux valeurs humanistes dont elle se réclame et ne fait qu'accentuer le « désir d'aller voir » et de rester en Europe, puisqu'il n'y a plus de fluidité de déplacement.

Plus sévèrement encore, au Cameroun, les stigmates d'une décolonisation violente dans les provinces de l'Ouest et du Sud sont encore présents et maintenus par une influence française, supposée ou réelle, selon les avis, sur l'économie et le pouvoir politique. Un véritable complexe d'infériorité paralyserait encore une partie du peuple et des dirigeants. Un sentiment populaire nous a été traduit ainsi : « le blanc est fort » ; tandis qu'un de nos interlocuteurs affirmait que « **le ménage colonial n'a pas encore été fait dans les esprits** », sous-entendant toutefois qu'on était peut-être à

un point de bascule. Un autre signalait encore des comportements condescendants de volontaires, ou de substitution aux responsables locaux, (dans la gestion des crédits, par exemple) même s'il notait que ce sont des cas de plus en plus isolés.

L'attribution des visas a un effet pratique dans la mobilité internationale, mais plus profondément, elle nous a été présentée comme un **révéléateur symbolique d'inégalité, d'absence de considération**, y compris « par la façon dont on est reçu dans les services des ambassades ».

Par contraste, des exemples, positifs, sont donnés à la faveur de partenariats organisés, fléchés et de visites alternées. Les mouvements plus circulaires et multi pays cités par les Philippines, le Pérou dans le cadre des VNU, de VSO, correspondent semblent-il aux aspirations de l'époque. Au Maroc, on parle d'une « **citoyenneté mondiale** » comme ligne d'horizon.

Si rien de déroutant n'est apparu dans ce qui précède, on pourrait toutefois relever que l'histoire marque encore, plus qu'on ne le pense, nos rapports de coopération et le volontariat en particulier. Il semblerait que plus un peuple a souffert de systèmes de domination, et aujourd'hui de problèmes de développement, plus il a besoin d'être respecté, **réhabilité dans sa dignité** individuelle et collective. C'est ce qui paraît ressortir des entretiens au Cameroun et dans une moindre mesure au Maroc.

En revanche, au Pérou, on exprime un sentiment d'intégration dans la mondialisation : « Notre **pays est en syntonie** avec ce qui se passe au niveau mondial ». L'année 1990 et la chute du mur de Berlin, est citée comme tournant majeur : « **le développement ne vient plus seulement du nord** ». Le volontariat international n'a donc plus le même rôle, il est d'ailleurs indiqué que les moyens de coopération sont allés vers d'autres pays moins développés.

12) Quelques caractéristiques des contextes nationaux dans lesquels s'inscrit le volontariat

Ces caractéristiques ont été particulièrement développées dans le cadre des pays africains. On trie ici quelques thèmes le plus souvent abordés par nos interlocuteurs. Notre souci n'est pas de vérifier la pertinence de leurs propos, mais de bien saisir ce qu'ils mettent spontanément en avant. Sans hiérarchisation on peut relever que les questions les plus souvent pointées au Maroc et au Cameroun sont la pauvreté de masse et en conséquence le **besoin de solidarité** ; les menaces sur la cohésion sociale ; le rôle des religions ; les questions de gouvernance politique ; les rapports entre les organisations de la société civile et l'Etat et l'énorme question de la jeunesse : sa formation, son insertion dans la société et dans l'emploi. Bref, la place et la confiance qu'on ne leur offre pas.

- **La cohésion sociale mise à mal par la modernisation et la pauvreté**

Au Pérou comme aux Philippines, les entretiens ne font pas apparaître ces problèmes avec la même intensité. La pauvreté serait contenue dans des poches, en ville, dans les zones reculées des Sierra, où seraient envoyés des volontaires. Des zones de conflit existent (Mindanao). Des risques environnementaux et de catastrophes naturelles sont cités.

Au Maroc, la société est confrontée à une modernisation qui fabrique des pauvres et des riches, un fort exode rural, mais aussi, depuis deux décennies, la montée d'un mouvement associatif, après les années de plomb. Le terme de volontariat évoque des pistes pour répondre à ces défis de société. Il

est rappelé que la solidarité existait traditionnellement (Twiza). L'entraide se poursuit encore dans les campagnes y compris parfois avec les migrants de retour passager dans leur village d'origine pour des chantiers. La question semble toutefois posée de l'adaptation de ces formes d'entraide ancestrales aux défis actuels de l'urbanisation, de la marginalisation « dans une société à plusieurs vitesses ». Le volontariat est envisagé dans une perspective de passerelle entre l'ancienne et les nouvelles formes de société, comme nous le verrons plus loin. Cela reste largement à inventer.

Nos interlocuteurs camerounais font état des mêmes types de défis face à des tensions sociales très fortes, avec une histoire nationale complexe et plus brève. On sent une réelle inquiétude face au risque de révolte contre un faible pourcentage de ceux qui détiennent le pouvoir et les richesses, de la part des pauvres dans laquelle se trouvent 95 % de la jeunesse, qui se débrouillent hors de l'économie formelle réservée « **à ceux qui ont des relations** ».

Dans ce contexte, le pouvoir politique, comme d'ailleurs les familles et les leaders associatifs, craignent les explosions sociales. Une **crise de confiance semble exister entre Etat et société civile**. Comment faire que les uns travaillent avec les autres sans manipulation ? On trouve ce dilemme à propos du volontariat camerounais et dans une moindre mesure au Maroc. Les leaders rencontrés se méfient de l'instrumentalisation, de la récupération politique, ils attendent une meilleure reconnaissance de leurs organisations ; en même temps, ils souhaitent un engagement plus fort des pouvoirs publics, avec des moyens pour avoir une politique significative dans ce domaine. **Comment concilier les marges d'autonomie et les synergies jugées nécessaires ?**

- **Les phénomènes religieux, très présents dans les questions sociétales et dans l'aide sociale**

Sans être explicitement traitée aux philippines et au Pérou, une mention est faite à la présence de volontaires, femmes en milieu féminin musulman, au Pakistan par exemple. Il est fait état de réseaux de volontaires catholiques en Papouasie. Les personnes rencontrées au Pérou nous parlent aussi de réseaux catholiques, notamment dans le milieu universitaire.

Au Maroc, l'islam est sensé jouer un rôle de **ciment social** et le pouvoir politique est adossé à la religion. On entend cependant des lectures différentes du Coran. Certains vont dans le sens d'une sécularisation et d'une mise à distance de la religion comme de la politique : « nous (le volontariat) on le fait de manière professionnelle ». Il est évidemment recommandé à tous les étrangers de respecter la religion du royaume : « ...Je n'accepte pas que des volontaires profitent de leur situation pour faire du prosélytisme (des chrétiens en l'occurrence)... ».

Au Cameroun, on voit une pluralité d'églises : catholiques et réformées, ancrées depuis longtemps, ainsi que l'Islam, plus implanté au nord. On ne nous a pas fait part de tensions vives ni de fortes tendances identitaires à l'intérieur du pays. Les églises chrétiennes sont très critiques à l'égard des mouvements évangéliques qui s'intitulent « églises réveillées ». Celles-ci sont très présentes chez les voisins du Nigéria : « elles prospèrent sur la pauvreté » dit-on. Des jugements contrastés ont été portés sur l'action des églises « auxquelles on doit énormément pour l'éducation, les services sociaux », pour les uns ; mais dont « les hommes de Dieu ont déçu par leur conduite personnelle », pour d'autres.

Par ailleurs, une certaine approche de l'aide aux pauvres qui serait attribuée à des sentiments religieux traditionnels est plusieurs fois mise en question : (Au Maroc) « ...pour nous, le

volontariat, ce n'est pas de la charité, c'est une manière de contribuer au développement, au changement... ». (Au Pérou) « ...Ne pas rester seulement dans la distribution de chocolat chaud à Noël dans les quartiers pauvres... ».

On peut retenir que **les églises représentent une forte capacité de structuration sociale**, mais que leur inspiration n'est pas partagée par tous les leaders d'opinion.

- **La jeunesse, grande victime de la pauvreté et de la carence du développement.**

Ce thème est plus particulièrement mis en exergue au Cameroun et au Maroc. Dans le 1^{er} cas, une grande partie des jeunes vit au jour le jour, entre désœuvrement et commerces divers. Les systèmes éducatifs sont accusés d'être inadaptés et la majeure partie des étudiants ne trouve pas d'emploi correspondant à ses qualifications. « ...On trouve beaucoup de chauffeurs de taxi qui ont des maîtrises... leur nombre ne fait que croître... ». Face à ce qui est perçu comme **un immense gaspillage humain et un risque d'explosion** majeur, bon nombre de nos interlocuteurs pensent à différentes formes de volontariat pour contribuer à inclure la jeunesse dans la société. Si l'on en juge par les entretiens du Pérou et aux Philippines ce problème n'aurait pas la même acuité.

Par ailleurs, dans les sociétés les plus pauvres, on nous fait toucher du doigt l'impossibilité d'agir solidairement pour sortir durablement la tête de l'eau et entrer dans des processus de développement : « **Comment voulez vous que je sois solidaire**, dit un père de famille, quand je ne sais pas comment je vais nourrir mes enfants, ni payer l'école ? » ; ou encore, « **bénévole, ce n'est pas possible, il faut pouvoir manger** ».

Autre conséquence de ce manque de perspective pour la jeunesse camerounaise, en l'occurrence, c'est la **forte pression à l'émigration** d'abord dans les grandes villes, dans les pays du continent et en dépit du risque, vers l'Europe. Ce mythe de l'abondance au Nord continue à faire des ravages auprès des jeunes et de leur famille qui les incitent à tenter leur chance. Il est entretenu par les médias, la publicité tapageuse d'une civilisation de consommation et par le mutisme de ceux qui sont partis et **qui ne peuvent avouer leur échec**, ni donc revenir, nous dit un de nos interlocuteurs désolé de cette situation, qu'il constate lorsqu'il vient à Paris, à Bruxelles.

Sous jacent à tous ces problèmes qui impactent le volontariat, **la création d'activités et d'emplois générateurs de revenus est incontournable**. « Nous sommes un pays qui n'a pas d'entrepreneur, mais trop de vendeurs /acheteurs », dit l'un d'eux. Le volontariat peut-il contribuer à trouver des solutions ? Cela a parfois été sous-entendu ou suggéré, comme on va le voir.

II Que dit-on du volontariat, qu'en fait-on sous les différentes longitudes ?

21) Volontariat : un terme et un contenu aux contours fluctuants

Nous avons hésité à n'employer que le terme de volontariat dans ce chantier du travail prospectif. Ne fallait-il parler plus largement de tous les échanges de solidarité, y intégrer le bénévolat, les stages, les visites ? Nous n'avons semble-t-il pas encore trouvé un terme assez large et précis à la fois. Nous avons conduit nos entretiens avec un questionnement très ouvert pour voir de quoi on nous parlerait avec cette entrée « volontariat ». Nous pouvons constater que le spectre s'est élargi

par rapport à nos définitions françaises. Certains de nos partenaires n'ont aucun souci du mot pourvu qu'on l'attache aux problèmes à résoudre ; d'autres au contraire cherchent à spécifier, différencier ; non pour élaborer une définition, mais pour légiférer, financer, organiser des réponses cohérentes et adaptées aux besoins. Voici un tableau résumé de cette diversité d'approches :

- Géographiquement, le caractère national ou international n'entraîne pas partout le même cloisonnement. Au Cameroun et au Maroc, il a été dit qu'il serait très utile d'aller découvrir des régions inconnues de son propre pays. Au Pérou et aux Philippines il semblerait que le brassage de volontaires dans les pays de la région, soient appréciés, rééquilibrant ainsi la polarité Nord/Sud
- Dans la plupart des entretiens on ne distingue pas vraiment les étudiants/stagiaires des volontaires. L'IPD de Douala décrit la préparation d'un stage en milieu paysan et son suivi dans les mêmes termes qu'un séjour de volontaire national ou international.
- Certains bénévoles dont on parle au Pérou sont étudiants ou salariés. Ils sont aussi qualifiés de volontaires à temps partiel. C'est encore plus net aux Philippines où semble-t-il l'influence Anglo-Saxonne de VSO associe complètement les termes de Volontaire/bénévole.
- L'élargissement est plus vaste lorsqu'on se rapproche du salariat. C'est le cas de certains bénévoles aux Philippines, qui pourraient s'appeler «travailleurs communautaires ». C'est le cas aussi lorsque dans plusieurs pays on évoque la compensation qui pourrait être donnée à certains volontaires. Au Pérou, on parle d'un « travail volontaire », avec une « accréditation »qui ferait cependant débat sur la question du « désintéressement ».
- L'idée d'un volontariat rémunéré est encore plus présente en Afrique où l'on recherche toutes les contributions possibles à l'insertion des jeunes dans l'emploi. On parle alors d'un « volontariat 1^{er} emploi rémunéré », ou d'un service civique d'insertion de jeunes sans emploi, déjà tenté au Cameroun et envisagé au Maroc.

Au long des interviews on voit poindre les questions relatives à de nouvelles formes d'action socio-économique sous forme de volontariat : entre économie formelle, informelle ; entre pouvoirs publics, secteur privé ; entre don de temps « pour un bien public, sans bénéfice personnel », et compensation individuelle pour service rendu, comme on l'a entendu aux Philippines.

Au travers de ces glissements de la solidarité gratuite à la solidarité compensée; certains s'efforcent de **distinguer volontariat et bénévolat** : le premier serait plus professionnel, plus encadré dans une durée limitée, dit-on au Maroc. Il mériterait une petite rémunération et serait un emploi initial pour les jeunes, tandis que le bénévolat serait un don amateur, caritatif, à temps partiel, dans la durée. Notons au passage qu'au Cameroun, certains « bénévoles » des associations de développement n'ont pas d'autres activités et sont de fait « rémunérés » sur les projets qu'ils suivent.

Dans tout cela, **ce qui se joue n'est pas la terminologie, mais l'organisation de politiques et de dispositifs adéquats**. En effet, quelques uns se sont demandé si les volontariats et autre service civique, n'étaient pas « un emploi non rémunéré qui consisterait à **faire travailler les jeunes n'ayant pas d'autres opportunités, pour presque rien** ». Ce qui amènerait à distinguer volontariat subi et volontariat choisi, ou encore à mettre en opposition, ou en complémentarité, selon les avis, des politiques d'emploi digne et des mesures palliatives?

22- Des objectifs et des profils de volontaires qui se recoupent et se différencient

- **Un volontaire international doit apporter des compétences et les transmettre**

On a pu penser que les niveaux de compétence s'élevant dans tous les PED, la qualification des volontaires internationaux deviendrait secondaire et que la capacité d'échanges, la relation prendraient le pas sur la technicité. Ce n'est généralement pas l'impression qui se dégage des entretiens. Comme on le dit en substance aux Philippines ou au Maroc « nous recherchons des volontaires qui ont des compétences dont nous ne disposons pas encore », ce qui n'exclut pas l'échange d'expérience.

Il est dit également que certaines associations n'ayant pas de moyens pour embaucher des salariés ont recours à des volontaires portés par d'autres pays. Les capacités étrangères sont appréciées pour plusieurs raisons : la recherche de méthodes de travail, de techniques nouvelles, de modes d'organisation, tout ce qui renforce les métiers et les organisations.

De ce point de vue nos interlocuteurs **recherchent des gens expérimentés**. Certains ont cité les séniors qui apportent pour quelque temps leur expérience, des artisans par exemple. D'autres apprécient l'apport de connaissances nouvelles et de dynamisme grâce à des jeunes diplômés.

Aux Philippines ou au Cameroun, par exemple, il est aussi attendu des capacités de médiation, de gestion de conflits, de vision distanciée par rapport au contexte local. Au Pérou on note que le volontariat peut apporter une dimension humaine dans l'économie et la banque en l'occurrence. Cette interview fait part d'un souci du développement de la RSE.

- **Le volontariat, c'est aussi une ouverture, un échange culturel, une école de solidarité**

Cette distinction entre un « volontariat de coopération technique et de jeunes » clairement formulée aux Philippines, à été faite en termes similaires dans plusieurs pays. Elle est nuancée par ceux qui apprécient l'apport technique de jeunes spécialistes du droit, de la planification, par exemple, qui ont une technicité très utile, signalée au Cameroun et au Maroc.

Il semble donc bien que des jeunes aussi on attende une contribution, même s'il est bien entendu que c'est du « Gagnant/gagnant », qu'ils doivent apprendre eux mêmes de cette expérience. Celle-ci est vue comme un investissement humain qui se répercutera dans les pays d'origine. Les échanges de jeunes sans qualification particulière, à l'occasion de séjours courts, de chantiers, d'activités socio culturelles, etc., sont jugés très porteurs d'avenir. On insiste, par exemple au Maroc, sur la réciprocité des voyages de jeunes de Casablanca en France. « Tu deviens un héros quand tu reviens dans ton quartier ». Aux Philippines, il est noté la richesse de l'expatriation pour leurs jeunes concitoyens qui sont envoyés à l'étranger, en Afrique par exemple, pour faire tomber des préjugés grotesques.

Au Cameroun et au Maroc, on pense que ces séjours sont très formateurs : « Nous aussi on veut aller voir à la source » ; s'inspirer d'autres expériences c'est aussi ce qui motive les péruviens pour aller au Brésil. Il reste à savoir si ce volontariat de découverte, de formation et de rencontre sera soutenu au même titre que celui qui renforce directement des programmes. Pour l'initiation des jeunes

volontaires, **ne va-t-on pas s'en remettre aux initiatives personnelles** ou de petits groupes. Les voyages/travail, le tourisme solidaire, mentionnés au Maroc en sont-ils la préfiguration ?

23- L'institutionnalisation du volontariat : avec quels acteurs ?

- **Selon les pays, des avis contrastés concernant le rôle des pouvoirs publics**

Il apparaît qu'une structure nationale de coordination, de régulation est en place au Pérou : la CONVOL, et aux Philippines : le PNVSCA, qui sont dans le giron des ministères. Au Cameroun et au Maroc, des services ministériels existent aussi pour le suivi de ces questions.

Des lois semblent donner un cadre légal au secteur, selon des géométries variables : service civique au Cameroun, coopération technique aux Philippines, volontariat au Pérou. Au Maroc, divers dispositifs existent à l'initiative de l'Etat ou des associations, il est recherché un cadre plus global à négocier entre les pouvoirs publics et les acteurs non gouvernementaux.

Aux Philippines on ne paraît pas avoir de problème avec l'Etat qui joue son rôle. Au Pérou on semble regretter que les pouvoirs publics n'aient pas associé les OSC au pilotage de la cellule nationale. Cette association, public/ non gouvernemental, est vivement recherchée au Maroc. C'est au Cameroun que sont posées globalement les questions du pluri acteurs. L'Etat à crée seul un dispositif de service civique dans lequel la société civile croit peu. La méfiance est d'ordre politique, on craint la récupération à tous les niveaux territoriaux et la manipulation des jeunes par le pouvoir.

Malgré tout, une collaboration Pouvoirs publics/ OSC est jugée indispensable

Simultanément à leurs craintes vis-à-vis des gouvernements, il est affirmé que les associations ne peuvent porter seules le volontariat ; que la responsabilité de l'Etat est engagée, que la collectivité nationale doit offrir des moyens pour cela, surtout pour la dimension nationale, concernant l'intégration de la jeunesse : « Jeunesse, territoire et citoyenneté » comme on l'a entendu au Maroc.

La même collaboration est attendue pour l'accueil de volontaires étrangers : problèmes consulaires, cohérence avec les politiques publiques, agrément des ONG, entente avec les associations d'accueil, comme cela est signalé aux Philippines.

- **De nouveaux acteurs, de nouvelles façons de coopérer**

La question des financements extérieurs ne laisse pas insensible ceux qui accueillent des volontaires internationaux. Dans quelques interviews, on a rappelé (Philippines, Cameroun) les habitudes qui faisaient qu'avec les volontaires venaient aussi des financements. Il est nécessaire, disent-ils, à l'avenir de considérer le volontariat comme une coopération humaine d'échange de compétences non liée aux financements, (cf. coopération décentralisée de Douala). Au titre des nouveaux acteurs associés au volontariat, les entreprises ont plusieurs fois été citées, notamment pour la création d'emplois ou la RSE, au Pérou par exemple.

Par ailleurs, Il apparaît dans plusieurs entretiens que la coopération par le volontariat se limite encore trop à l'envoi de volontaires. En effet, à un stade où les pays cherchent à structurer ou à consolider leurs propres dispositifs nationaux, un appui et un partage d'expérience **plus institutionnel** leur paraîtrait bienvenu. Principalement avec les pays africains qui connaissent mieux nos institutions

- **Un point clé de la mise en œuvre du volontariat : les phases préparatoires**

Sans s'étendre sur toutes les phases d'un cycle du volontariat, nous remarquons que presque tous les interlocuteurs ont pointé l'importance du travail préliminaire : travail de définition des besoins, entre organisations partenaires, mise en cohérence de l'offre et de la demande avant le recrutement, puis préparation soignée des volontaires. Une contribution des Philippines est particulièrement insistante sur ces questions. Elle cible **les aspects culturels et linguistiques** de cette préparation, ainsi que les qualités d'adaptation, la sagesse et le travail de groupe.

24- Les faiblesses et les activateurs de l'engagement volontaire

Des doutes ont été exprimés sur le bien fondé du volontariat international. Un interlocuteur a voulu montrer que c'était d'abord les volontaires occidentaux qui étaient en demande de séjour, en **recherche d'humanisme**. Il a fait état de quelques réticences populaires qu'il ne partage pas, à l'égard « de ces étrangers qui sont espions, voleurs d'idées ». Il émettait en outre des réserves sur leur utilité dans des systèmes sociaux de solidarité traditionnelle qu'ils ne connaissent pas.

Les profils psychologiques inadéquats de certains volontaires, leur méconnaissance des situations, les mauvais positionnements, comme plus globalement les politiques d'influence des grands pays d'envoi, ont quelque fois été évoqués péjorativement.

Au titre des limites mentionnées, figure **la faiblesse des moyens budgétaires**, notamment pour ceux qui préconiseraient le développement de systèmes nationaux, dès lors qu'ils seraient destinés à un grand nombre de jeunes. Pour Le service civique, ou un volontariat rémunéré, l'Etat devrait mettre des moyens significatifs nous dit-on au Maroc.

Pour leur part, les philippines ont mentionné les soucis de **sécurité** pour les volontaires dans les zones de conflit, ce qui ne semble pas d'ailleurs empêcher la présence de quelques uns sur ces terrains, pour des raisons humanitaires ou solidaires. Comme on le sait, ce souci de sécurité s'étend à bien d'autres régions du monde.

En ce qui concerne les facteurs favorables au volontariat, une constatation revient fréquemment : Le volontariat est un choix personnel, mais il semble très lié à un climat social, à un **effort d'éducation à la solidarité**. Les entretiens ont marqué le rôle fondamental qui se joue dès le plus jeune âge. Ils relèvent l'importance de tous les niveaux du système scolaire et universitaire pour développer une éducation citoyenne et cultiver le désir répandu, notamment dans la jeunesse, « de **se rendre utile** ».

Il faut aussi savoir informer, communiquer, **faire reconnaître la valeur de l'engagement** au service des autres. Au Maroc, il a été suggéré de faire prendre un engagement solennel par les volontaires à respecter une charte éthique se référant aux Nations Unies.

Cette éducation citoyenne et solidaire peut être décuplée par **les médias**. Beaucoup commencent à les utiliser comme appui, d'autres vont plus loin pour en faire leur support principal de mobilisation. Toutefois on peut remarquer qu'ils mesurent aussi les risques et surtout les limites des TIC. « Elles ne

peuvent se substituer à l'engagement réel ». **Elles sont « activatrices de désir »** de rencontre, mais aussi d'immigration, et de **« fuite dans le virtuel »**.

En guise de conclusion :

- **Les traits saillants recueillis à propos du volontariat**

-**Un environnement international** en pleine mutation qui montre un désir fort de traiter en partenaires égaux ; si ce n'est en volume de prestation, du moins en considération, dignité et en qualité d'échange. Une volonté de ne plus être seulement dans un rapport polarisé Nord/Sud, et de donner plus de poids aux échanges Sud/Sud, régionaux et circulaires entre peuples.

-**Des sociétés nationales** en butte à des problèmes variés, en termes de niveau de développement, d'opportunités de travail, de cohésion sociale, de rapports entre gouvernants et société civile. Au travers de situations très différentes, si l'on peut en juger par les entretiens. Il apparaît un enjeu partagé autour de la jeunesse qui a soif d'être reconnue, d'être formée, d'avoir sa place au travail, dans le partage des richesses, dans la vie sociale et culturelle. Enfin, tous ont fait état du désir de mobilité physique, sociale, culturelle, d'apprentissage par la rencontre, que les TIC ne remplacent pas, mais, au contraire, activent.

-Cette diversité de situations élargit **le spectre des formes de volontariat**. Sous ce terme polysémique se cherchent des alternatives allant d'un 1^{er} travail rémunéré à un engagement gratuit et volontaire. On recherche des réponses aux grands défis, proches et globaux, auxquels les pays sont confrontés, que chacun des témoins rencontrés a exprimées à sa façon. Tous ont envie de développer des formes de volontariat en mobilisant davantage leurs concitoyens et en recherchant une collaboration, plus ou moins facile, avec les pouvoirs politiques.

- **Le socle des valeurs citées à propos des volontariats dans les 4 pays**

Dans des contextes aussi différents, ce qui frappe est peut-être la convergence du sens donné au volontariat. Les mots de solidarité, de co-construction, d'ouverture, de découverte, de partage, d'apprentissage, de responsabilité, de respect, de confiance, sont revenus partout. Ce qui ne masque pas les débats, les contradictions et les tensions quant à sa mise en œuvre.

La valorisation personnelle est recherchée au travers de l'activité volontaire et du voyage : « prendre sa vie en main ; se construire en construisant avec les autres ». A contrario tous les obstacles à la fluidité des déplacements (notamment les refus de visas), sont ressentis comme injustes, voire humiliants. La richesse collective est également mise en avant : « Sortir de soi ; aller vers l'autre, devenir citoyen du monde ; changer le monde ; construire la paix ; défendre les droits, la démocratie » ; telles sont quelques unes des expressions enregistrées dans les différents pays.

« Prendre en compte l'humain et l'universel... nous ne sommes pas complètement humains, jusqu'à ce que nous ayons appris de toutes les cultures du monde, car notre humanité est plus large qu'un seul pays », comme cela a été dit aux Philippines. On ne saurait mieux fixer l'idéal qui transpire au travers de ces riches heures d'entretien. Toutefois le chemin est long pour le rendre accessible au plus grand nombre : comme le dit une interlocutrice marocaine, « La richesse de ce vécu international contribue à former une élite cosmopolite qui se retrouve par delà les frontières ». Qu'en sera-t-il pour ceux qui ne franchissent pas ces frontières ?

Annexe :

Déroulement du travail de prospective avec les personnalités étrangères.

-Choix des pays : Cameroun, Maroc, Pérou, Philippines. Critères de choix : diversité sur 3 continents, avec des pays à fortes relations historiques avec la France en Afrique, les 2 autres étant plus distanciés ; capacité de trouver des interlocuteurs pour obtenir la vision la plus authentique possible.

Choix des personnes interviewées dans les quatre pays :

Sur une liste de noms connus par les réseaux de France Volontaires et par les réseaux des responsables des entretiens. Personnalités choisies pour leur connaissance ou au contraire leur distance à l'égard du volontariat, toutes en rapport avec l'international.

Sans prétention à constituer des échantillons représentatifs, il a été recherché une diversité de profils selon âge, genre, appartenance à différents types d'organismes, professions. Une très large majorité d'entre eux a des responsabilités dans les organisations de la société civile, en lien ou non avec les Pouvoirs Publics.

12 interviews ont été réalisés au Cameroun ; 12 au Maroc ; 8 au Pérou ; 4 aux Philippines.

Trame de questionnement :

Quelques questions larges avaient simplement pour but de baliser l'entretien de façon à laisser une expression libre et authentique à l'interlocuteur. Les questions de relance étant adressées pour approfondir certains points en fonction de l'expérience et de leur équation personnelle:

- 1- connaissance, voire expérience personnelle du volontariat. Quelle vision, quels jugements ?
- 2-Quels changements du local à l'international impactent le volontariat ?
- 3-Quels rôles, quels apports ces volontariats devraient-ils avoir à l'avenir ?
- 4-Quelles modalités de mise en œuvre paraissent pertinentes, quels défis, doit-il relever ?

Processus de collecte et de traitement de ces entretiens :

-Entretiens le plus souvent individuels, à titre personnel, rendus anonymes, enregistrés si accord préalable de l'interviewé (100% d'accords) environ 1h15 d'enregistrement en moyenne/personne.

-Transcription des entretiens en verbatim intégral ou déjà « élagué », respectant cependant les termes et formulations de l'interviewé. Environ 160 pages de retranscription.

-Reprise des transcriptions par pays et reclassement autour des thématiques apparues le plus fréquemment dans le pays.

-première tentative de synthèse transversale aux 4 pays, autour des points saillants recueillis auprès de ces personnalités étrangères (note de travail L.C.)